

Deogratias Niyonkuru constate les échecs répétés des tentatives de lutte contre la pauvreté en Afrique, qui touche surtout les milieux ruraux. Il se met à la place du paysan africain et explique, à travers le prisme de la culture africaine, pourquoi l'aide humanitaire a tant échoué. Avec, à la clé, ce constat interpellant : l'augmentation du taux de croissance des pays d'Afrique est parmi les plus élevés de la planète, mais elle n'a qu'une faible incidence sur le bien-être des populations rurales.

Les paysans d'Afrique veulent vivre dans la dignité

B Deogratias Niyonkuru est surtout connu pour son travail avec l'association Adisco - primée en 2015 par la Fondation Roi Baudouin - et son projet « Collines Solidaires » qui a œuvré entre autres au rapprochement des communautés en conflit dans la région des Collines par une collaboration avec les paysans burundais. Ses années de travail de terrain dans plusieurs pays d'Afrique (RDC, Cameroun, Burundi) lui permettent d'analyser l'évolution de l'agriculture en Afrique. La parution de son ouvrage *Accompagner les petits paysans d'Afrique à vivre dans la dignité*¹ est prévue fin 2017.

indispensables à la transformation du monde rural (...). Taux d'intérêt élevés, échéances courtes et rendements incertains limitent également les investissements, notamment en matière d'innovation»². C'est un cercle vicieux, qui limite les investissements dont l'agriculture a tant besoin puisqu'elle représente le moteur de l'économie dans de nombreux pays africains. Les seuls secteurs porteurs d'investissement sont évidemment ceux qui ne comprennent pas de risques tels le thé, le café, le coton, qui profitent aux plus nantis, alors que la situation des petits paysans continue à se détériorer, faute d'accès au crédit ou à cause d'intérêts trop élevés et d'amendes de retard qui les obligent parfois à brader leurs récoltes pour rembourser le cash plus vite.

L'incontournable question du financement

L'adage est simple : pour aider les paysans, il faut financer l'agriculture. Mais les crédits restent frieux et le microcrédit, qui a d'abord éveillé tous les espoirs, montre ses limites : « Le microcrédit est caractérisé par des taux d'intérêt élevés et des échéances courtes, alors que le taux de rendement sur l'investissement dans les zones rurales des pays les moins avancés est très incertain, surtout sur les investissements innovants

Les crédits individuels au sein des organisations paysannes génèrent souvent des tensions entre membres. Le système du financement en nature (notamment pour les intrants) réalisé par certaines organisations d'appui suppose de disposer de moyens de transport et de stockage suffisants. Les fonds rotatifs et les chaînes de solidarité mis en place au sein des organisations paysannes sont trop lents et les projets à financer manquent de diversité. Les institutions de microfinancement auxquelles des organisations paysannes font appel n'assurent pas toujours

1 : Deogratias Niyonkuru, *Accompagner les petits paysans d'Afrique à vivre dans la dignité*, Expériences, témoignages, réflexions, pistes méthodologiques, Fondation Roi Baudouin, à paraître (le titre est actuellement provisoire).

2 : CNUCED, *Brief Policy* n°46, février 2016, p 132



Deogratias Niyonkuru,
le réparateur de collines.
Illustration © Alain Corbel.



**Pour aider
les paysans il
faut financer
l'agriculture.**

le suivi des projets. Quant au « warrantage », le mécanisme de crédit garanti par le stockage de la production des agriculteurs, les conditions sont multiples : les produits doivent être peu périssables, les prix à la période de vente supérieurs à ceux en vigueur au moment de la récolte, sans parler des taux d'intérêt, qui ne doivent pas être trop élevés, ou des problèmes de sécurité dans des pays sortant de conflits. Deogratias Niyonkuru propose un changement de paradigme et cinq mécanismes visant à développer les exploitations agricoles paysannes : la mobilisation des ressources endogènes à travers les tontines orientées vers des projets et des fonds pérennes intrants, le développement d'activités rentables qui nécessitent peu de moyens, celui de mécanismes de crowdfunding pour financer l'activité agricole par de nombreux petits fonds, des mécanismes visant à maintenir l'argent au village, qui trop souvent repart en ville et, enfin, le soutien des mécanismes de solidarité.

Mais la nécessité de trouver le bon moyen de financement ne doit pas occulter l'importance des aides provenant des États, qui restent essentielles alors que dans le même temps, les

institutions de Bretton Woods continuent à refuser des subventions à l'agriculture au nom de l'ouverture des marchés... Ce qui favorise le dumping et la conquête des parts de marché par les multinationales du Nord.

La question de la propriété, source de conflits

La part des paysans dans les chaînes de valeur reste minime. S'il est urgent de travailler à la restauration de leur vrai bénéfice, il ne suffit pas d'encourager la vente des produits transformés. La part de ce type de biens dans les chaînes de transformation revient essentiellement aux multinationales et aux supermarchés qui les exportent du Nord.

Les emplois non agricoles ont également un rôle à jouer et permettraient d'éviter la désertion des zones rurales, notamment par les jeunes, qui sont attirés par les villes où ils ne trouvent pas de travail. C'est aussi une manière d'apporter des ressources aux populations qui ne possèdent pas de terres tout en élargissant le marché agricole.

Vient ensuite la question de l'accès aux facteurs de production. Deogratias Niyonkuru semble tenir un discours assez tolérant par rapport à l'usage des engrais chimiques, nécessaires selon lui pour améliorer la fertilité des sols, il rappelle qu'un juste usage de ces engrais favorise la productivité, à condition de ne pas tomber dans l'excès... et ne manque pas de souligner qu'en arrière-fond, se profile aussi le débat politique de la mainmise de quelques multinationales sur ces engrais. Se pose aussi la problématique de la souveraineté semencière: actuellement les lois semencières portent principalement sur le contrôle de la circulation des semences, l'obligation pour les producteurs de les faire certifier, la reconnaissance du droit de propriété pour les laboratoires qui les produisent et enfin la reconnaissance ou non des OGM.

Une situation face à laquelle l'association sénégalaise des producteurs de semences paysannes a tranché en créant le Comité ouest-africain des semences paysannes, qui promeut et diffuse les semences paysannes dans huit pays de la région. Et Deogratias Niyonkuru de citer Olivier De Schutter, alors qu'il était rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation: «*Garantir la sécurité alimentaire dans l'avenir nécessite que nous soutenions la diversité génétique des cultures, notamment l'agro-biodiversité. Ceci est particulièrement important pour les petits paysans des pays en développement qui, de manière accablante, dépendent des semences qu'ils conservent de leur propre culture et qu'ils donnent, échangent ou vendent (...)*».

Enfin, on sait combien en Afrique l'accès à la terre constitue le bien le plus précieux alors qu'il est souvent difficile d'être en possession d'un titre foncier qui prouve son droit de propriété. La question des terres devient souvent une source de conflits, faute de documents authentifiés par les autorités compétentes.

Agriculture familiale contre agriculture commerciale

Les organisations d'Afrique de l'Ouest ont clairement tranché en faveur de l'agriculture familiale alors que celles d'Afrique centrale, du RD Congo, du Cameroun et d'Afrique de l'Est, ont plutôt choisi de promouvoir les deux modèles. S'il est clair qu'ils continueront à coexister en Afrique, la question est plutôt de savoir quel est le type d'agriculture que les États choisissent de soutenir prioritairement. L'agriculture commerciale reste une grande tentation: en RDC, la promotion des

parcs agro-industriels est l'un des points centraux de la politique du président Kabila.

À ce stade, le rôle des organisations paysannes est donc particulièrement important. Mais les débats ont des limites: les associations paysannes ne sont pas toujours d'accord entre elles, elles n'ont pas les mêmes capacités d'analyse, le mouvement paysan n'est pas homogène, les dossiers sont souvent complexes. Au niveau politique, une autre réalité doit être prise en

Les emplois non-agricoles permettent d'éviter la désertion des zones rurales.

compte: celle de l'augmentation des importations, souvent au détriment de la production locale. Cela s'explique par les comportements des consommateurs, attirés par des produits importés, mais aussi par une politique de prix bas liée aux subventions dans leurs pays d'origine. Pourtant, même si ces importations nuisent au développement des pays africains, leurs dirigeants les autorisent, voire les encouragent, par peur d'émeutes de la famine.

Les questions taboues

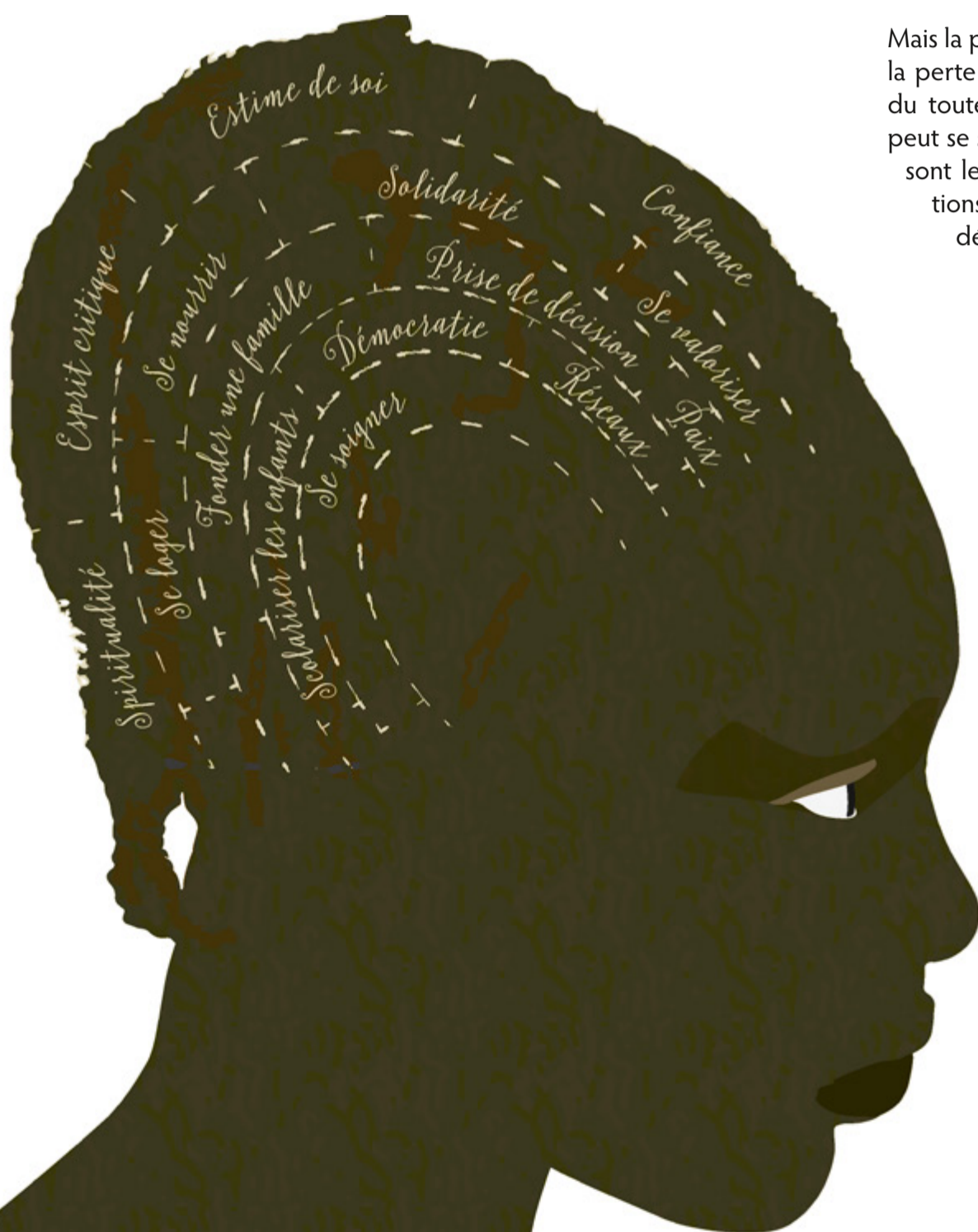
Du côté des experts du développement, le discours est connu: l'agriculture traditionnelle est responsable de son (trop) faible rendement alors que la population ne cesse de croître. Les projets d'introduction de méthodes dites modernes de culture et d'intensification agricole n'ont pourtant pas rencontré les succès escomptés. Si les organisations paysannes pointent plutôt d'autres problématiques, telles que la perte de la fertilité des terres, le manque de semences, l'exiguïté des terres ou les changements climatiques, Deogratias Niyonkuru, qui se base sur des témoignages de paysans, évoque des raisons plus profondes, liées à la réalité africaine telles que la sorcellerie, les religions ou l'alcoolisme, ... Quant aux richesses, elles se perdent sans améliorer les conditions de vie des populations: la plus-value de la récolte des paysans est ponctionnée par de plus en plus d'intermédiaires ou est investie dans des funérailles ou des fêtes. La sorcellerie et les superstitions freinent l'ascension de certains membres de la communauté. Deogratias Niyonkuru évoque aussi des raisons plus inattendues, telles que la perte de valeurs fondamentales de la culture africaine, comme la solidarité, et s'inquiète de

l'émergence de comportements négatifs tels que la paresse, le manque d'honnêteté ou le manque de stabilité des ménages. Enfin, les effets pervers de l'aide humanitaire et son principe de gratuité plongent dans la mendicité des populations qui ont longtemps basé leur fonctionnement sur le travail. « L'aide humanitaire et la gratuité, si elles ne sont pas bien gérées, peuvent jouer un rôle dévastateur et hypothéquer de manière irréversible toute chance de développement

d'un pays ». Pour résumer, la culture africaine est encore très présente en milieu rural et se heurte à la mondialisation et à son mode de vie occidental. Comme l'explique Hassan Zoual: « Les projets sont détournés parce qu'ils tendent à uniformiser les sites africains à l'image de l'univers de la grande société capitaliste... Tandis que les milieux locaux fonctionnent au contraire sur le principe de la diversification des liens sociaux, mettant à l'œuvre les principes d'économicité inhérents à une culture de relations, d'entraide et de solidarité (...) »

Mais la principale cause de la pauvreté est dans la perte de confiance en soi: le paysan a perdu toute motivation et toute conviction qu'il peut se sortir de la pauvreté, convaincu que ce sont les autres qui doivent trouver des solutions à ses problèmes. Les organisations de développement ont largement contribué à renforcer ce sentiment. Deogratias Niyonkuru préconise donc d'assurer à tous les paysans une formation « psychohumaine transformative » pour leur rendre cette confiance.

L'idée selon laquelle il suffit d'apporter de l'argent et de la technologie pour développer l'Afrique est donc totalement erronée. Deogratias Niyonkuru insiste sur l'importance de rendre au paysan sa dignité humaine, de susciter un véritable mouvement de ralliement, notions



Une tête bien remplie. Des paysans qui ont retrouvé leur dignité humaine.

© Marmelade.



qui se traduisent par des expressions africaines : *Haguruka* (en kirundi), *Telema* (lingala, simama, swahili), qui signifient toutes : *Debout ! Lève-toi et marche*.

Quel programme de développement pour quelles réalités ?

Fort de sa longue expérience de terrain auprès des paysans africains, Deogratias Niyonkuru avance l'idée d'une approche fondée sur le rêve profond des acteurs/bénéficiaires. Dans

leur transformation et leur labellisation, qui est probablement le poste qui génère le plus de ressources. D'autres sources de financement pourraient exister : l'acquisition de bâtiments ou des activités génératrices de revenus. Enfin, les fonds de crédit représentent également une solution intéressante : c'est notamment grâce à ceux-ci que la Fongs, au Sénégal, génère ses propres ressources.

Les organisations paysannes semblent donc être la meilleure voie pour établir des actions de développement en milieu rural, à condition de travailler à leur indépendance et leur autonomie.

Il n'est pas question de « rattraper » les modèles des pays du Nord mais bien de respecter des civilisations construites au fil de longs siècles

ce type d'approche holistique, on importe une série de mécanismes plus larges que la simple augmentation des rendements agricoles ou des revenus, et on essaie de tenir compte de toutes les dimensions humaines. On insiste sur l'importance de la culture dans laquelle vit le paysan, de la défense de ses droits et, dans ce cadre, du rôle des organisations paysannes. Celles-ci jouent un rôle de plus en plus important en Afrique, que ce soit au niveau économique, social et politique. Mais Deogratias Niyonkuru souligne le mauvais accompagnement de certaines organisations d'appui qui n'ont pas les compétences nécessaires pour soutenir ces organisations paysannes, notamment au niveau technique ou économique. Elles se rabattent alors sur ce qu'elles connaissent le mieux : l'appui à la production, la formation en gestion et parfois en plaidoyer.

Deogratias Niyonkuru pointe là une seconde fois le travail de certaines ONG, qui, selon lui, semblent avoir besoin des organisations paysannes pour vivre.

Se pose dès lors la question de leur autonomie. Au niveau financier, politique et idéologique mais également technique, l'organisation paysanne doit pouvoir mener à bien ses propres programmes sans l'aide des ONG. Peu d'entre elles y sont parvenues. Pourtant les financements existent : il y a les cotisations, l'approvisionnement groupé des intrants, le stockage des produits agricoles, leur vente groupée,

Il ne faut pas perdre de vue que celles-ci ne représentent qu'une petite partie des paysans et non l'ensemble de la communauté paysanne.

Définir sa propre voie

Il n'est pas question de « rattraper » les modèles des pays du Nord mais bien de respecter des civilisations construites au fil de longs siècles. Depuis la colonisation, l'idée que l'Africain doit se renier pour imiter le développement européen s'est étendue. Ils sont nombreux à faire appel à des conseillers techniques étrangers qui continuent à imposer un modèle économique dominant dans les pays du Nord. Ces schémas dans lesquels les institutions internationales jouent un rôle important interrogent sur la marge de manœuvre de l'Afrique. Pourtant, c'est à l'Afrique désormais de définir sa propre voie, ses propres stratégies, en se basant sur ses propres valeurs : la solidarité, le partage, le respect de la vie, la foi en des liens sacrés entre la nature et l'homme et une spiritualité importante. Il est urgent de renoncer à cette course au rattrapage, non pas pour promouvoir un repli sur soi des pays africains mais pour mettre en place des mécanismes visant à protéger une agriculture et une industrie propres, pour s'ouvrir ensuite au reste du monde. Une démarche délicate puisque le continent regorge de matières premières convoitées par les grandes puissances internationales. III

Rédaction : Sabine Schrader